



HAL
open science

Les nouvelles tendances de la mondialisation

Alain Bienaymé

► **To cite this version:**

Alain Bienaymé. Les nouvelles tendances de la mondialisation. Revue des Deux Mondes, 2013, Juillet/août. hal-01491962

HAL Id: hal-01491962

<https://hal.science/hal-01491962>

Submitted on 17 Mar 2017

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Les nouvelles tendances de la mondialisation

Résumé

Aucune société n'a vécu longtemps dans l'isolement. Le commerce à longue distance est de pratique ancienne. La vague de mondialisation qui débuta au cours des **années 1980** se distingue de celle qui prit naissance en 1860, avant de se fracasser en 1914. Après en avoir brièvement rappelé les traits distinctifs, la présentation identifiera **les nouvelles tendances qui se font jour depuis une dizaine d'années**. Notre planète est entrée à divers points de vue dans une ère de « **mondialisation chaude** ». L'émergence économique d'un nombre croissant de nations, la densité des communications transforment le modèle économique mondial. **Le commerce international** organisé en réseau par les entreprises prend le pas sur les échanges purement marchands entre individus totalement libres de leurs choix. Le passage du G7 au G 20 devrait inciter les États à mieux prendre en compte **les conséquences des dérives financières et du désordre des monnaies**. **Les mutations sociales et culturelles** en cours placent les États jeunes et anciens, petits et grands, devant de nouveaux défis (biens publics mondiaux, inégalités intra - nationales, pouvoir subversif des informations..). Leur accélération provoque un certain **malaise de la mondialisation**. Et une discipline naissante, **l'histoire du monde global** se propose de prendre ces nouveaux phénomènes pour objet d'études.

1. Le tournant des années 1980

2. La mondialisation « chaude » des années 2000

3. Malaise dans la mondialisation

4. Naissance d'une nouvelle discipline : l'histoire globale

Si aucune société n'a vécu longtemps dans l'isolement, les échanges conclus de gré ou de force avec l'étranger ont changé d'objet depuis l'origine des temps. La naissance du capitalisme doit ainsi beaucoup au commerce à longue distance qu'animaient les diasporas juive, syrienne, asiatique. Le sucre, le thé, le café, les épices, les bois tropicaux et les métaux précieux, le trafic des esclaves, les migrations plus ou moins volontaires, formèrent la substance de ce commerce. À partir de 1860, la révolution industrielle élargit considérablement l'éventail des produits manufacturés exportables, ce qui avec le libre échange, les câbles sous - marins et la marine à vapeur propulsa le commerce international au niveau de 9% du produit mondial en 1913 (O'Rourke et Williamson). Cependant que l'émigration européenne favorisa l'émergence du Nouveau Monde qui devint ainsi un nouveau partenaire du Vieux Continent.

À l'époque, les économistes insensibles à ces transformations, n'ont guère varié dans leur vision du monde héritée de Ricardo (1817), ce jusqu'au milieu du XX^e siècle : ils imaginaient un monde binaire confrontant l'Angleterre exportatrice de drap et un Portugal vitivinicole censé résumer à lui seul le reste du monde. La théorie se raffinant, ils partagèrent le monde en deux blocs complémentaires : pays riches en capital industriel et pays abondamment dotés en main d'œuvre agricole. La pensée dominante soulignait les avantages que tous les pays sans exception retirent du libre échange et de la spécialisation de chacune dans les produits où il excelle le plus, ou est le moins handicapé. Et d'ajouter que les niveaux de vie des nations devaient converger vers le haut si, en plus du libre échange des produits, le capital et le travail pouvaient circuler sans entrave d'un pays à l'autre.

Depuis la guerre de 1939-45 la vision des économistes n'a pas cessé d'évoluer. Le rideau de fer érigé entre l'Ouest et l'Est (1948) et la conférence des pays « non alignés » de Bandoeng (1955) inspirèrent aux économistes la représentation d'un monde tripartite composé de l'Ouest capitaliste, de l'Est planificateur et du Tiers monde « en développement »¹, c'est - à dire d'un ensemble de pays en cours d'émancipation et en retard de développement. La tendance à la mode chez les économistes était moins centrée sur la liberté des échanges que sur la concurrence entre deux modèles de croissance opposés qui se disputaient les faveurs du Tiers Monde.

Parmi les fils qui relient à différents moments du passé notre monde en gestation, on distinguera deux ensembles : ceux qui tissent une première toile au tournant des années 1980 et ceux qui pour transposer une expression de C. Lévi-Strauss dessinent depuis les années 2000 une mondialisation « chaude » et ne sauraient nous épargner parfois un sentiment de malaise à propos de la conduite de ce monde.

1. Le tournant des années 1980

La deuxième mondialisation qui succède aux chocs pétroliers de 1973 et 1979-81 possède deux traits distinctifs dont on tirera les conséquences.

Tout d'abord, **le nombre des nations indépendantes** reconnues comme telles par l'ONU depuis 1945 **a triplé** à la suite de la désintégration des empires coloniaux, de l'URSS et de diverses sécessions. Le volume du commerce international est stimulé par la révolution des containers qui a diminué les coûts de transport maritime dans la proportion de 50 à 1. Mais il augmente aussi d'un point de vue statistique en raison de la multiplication des pays coéchangistes. Les alliances économiques (unions régionales, accords de libéralisation des échanges commerciaux) dissocient les espaces d'échange et de coopération des frontières politiques des États. Le Tiers monde dont l'homogénéité ne fait plus illusion éclate sous la poussée d'une nouvelle vague d'économies émergentes². La vision simplifiée que les économistes se font du monde d'aujourd'hui est celle d'un cortège étiré entre économies avancées, économies émergentes, pays moins avancés, le long d'une trajectoire balisée par les niveaux de PIB par tête d'habitant.

1.2 L'autre caractéristique de la mondialisation inaugurée dans cette période réside dans **le passage d'une logique de l'échange à une logique de la production et de la division internationale des processus de production (DIPP)**. Au cours de la décennie 1980, M. Porter souligna l'importance du rôle stratégique de la localisation géographique dans la concurrence. Son concept central de **chaîne de valeur** incite les entreprises à réviser leurs processus de production pour externaliser les segments d'activité susceptibles d'être mieux rentabilisés à l'étranger. General Motors fut en 1984 pionnière de ce mouvement qui résulte de stratégies délibérées par les états - majors d'entreprises occidentales attirées par les faibles coûts du travail. Un certain nombre d'industries se prêtent plus particulièrement à la multinationalisation des entreprises et méritent le nom de *global industries*. Elles fondent leur croissance sur l'exploitation systématique des économies d'échelle et sur l'adaptation des produits finis aux goûts locaux. Désormais, les investissements directs à l'étranger supplantent les investissements de portefeuille qui prédominaient au tournant des XIX^e et XX^e siècles. **Ce changement de cap a été fortement influencé par l'apparition de nouveaux acteurs de la finance.** En effet dans les années 1960, les groupes industriels fondaient leur croissance sur des stratégies de diversification tous azimuts sans se soucier de dégager des synergies entre leurs activités. Les directeurs financiers des holdings allouaient les capitaux entre les filiales selon des critères de pure

¹ L'expression est d'Alfred Sauvy, 1952.

² L'expression de « marchés émergents » est de Van Agtmeel, 1981 (OCDE) fait suite au décollage du Japon et des 4 Dragons et devance l'acronyme des BRICS proposé par un dirigeant de Goldman Sachs.

rentabilité financière. La montée en puissance des organismes de gestion collective de l'épargne (fonds de pension, fonds mutuels, assureurs...) a changé cet état de choses. Le marché financier a dépossédé les grandes entreprises cotées de leur monopole d'appréciation en matière d'allocation de capitaux. Il leur a imposé des stratégies de recentrage sur les cœurs de métiers en les incitant à conquérir des places de leader mondial. Dès lors les grands groupes industriels ont dû se soumettre au jugement des marchés boursiers, à la tyrannie des rapports trimestriels (Bourguinat).

1.3 Bon nombre des nouvelles caractéristiques du commerce international ont pris naissance dans les pratiques managériales amorcées au cours des années 1980. Celles –ci développent une série de conséquences qui prennent toute leur ampleur aujourd'hui.

a) Tout d'abord, une partie prédominante des échanges de marchandises relève d'un **commerce organisé** et non pas d'échanges inter - individuels tels que ceux dont traitèrent Ricardo, puis un siècle plus tard Heckscher et Ohlin; les entreprises structurent leurs échanges en s'entourant d'un réseau composé de filiales majoritaires ou communes, de sous – traitants, de fournisseurs attirés et de coopérants. Et une organisation de cette sorte crée le besoin de recourir à des compagnies spécialisées dans l'organisation logistique des transports et des livraisons (DHL, UPS ...).

b) Ensuite, une proportion aujourd'hui majoritaire dans le commerce Nord - Nord porte sur des échanges **croisés, intra - industriels** de produits et de composants fabriqués au sein d'une même industrie. Par conséquent, la théorie qui explique les spécialisations internationales par les coûts moyens comparés inter - branches perd de sa pertinence pour expliquer le commerce intra - branche. Les conditions de production au cœur de l'industrie automobile ou des matériels informatiques se ressemblent dans les pays qui se différencient seulement par la qualité des produits et se livrent à un commerce de variété.

c) En troisième lieu, la complexité et la sophistication des produits finis font des **divers métiers, des compétences et du savoir – faire** qui entrent dans leur assemblage, un critère décisif de localisation des productions. Pascal Lamy, directeur de l'OMC, définit les transformations en cours par la transition d'un commerce de biens en un **commerce de tâches**. Tel est le cas d'une entreprise qui participe avec d'autres à la construction d'une centrale nucléaire essentiellement parce qu'elle est un leader mondial dans les métiers de la soudure ; telle entreprise d'ascenseurs fait appel à l'expertise hors pair d'une consœur dans les dispositifs de sécurité, etc.³. Certes, la DIPP peut avoir pour inconvénient de diluer les responsabilités de chacun des contributeurs. Mais pour se prémunir du risque de défaillance d'un élément, l'acquéreur d'un produit fini peut demander que les contributeurs apposent leur signature dans les contrats de vente et de services après-vente.

d) Enfin, en répartissant la fabrication du produit dans un nombre j de pays, il résulte qu'un même composant peut franchir n fois les mêmes frontières. **Le contenu kilométrique d'un produit manufacturé surprend souvent** à l'instar du pot de yaourt qui franchit 14 000 kms tous composants compris avant d'être consommé. Ces phénomènes échappent au regard des statistiques traditionnelles.

e) Ainsi l'équation de la comptabilité nationale entre les emplois et les ressources d'un pays masque l'imbrication des échanges et des processus de production. Les ressources additionnent les importations au PIB, alors que **le PIB est devenu une mosaïque de marchandises *made in the world*** incorporant de nombreux éléments exportés et réimportés. Par conséquent, les statistiques officielles donnent une estimation incomplète de la

³ Un produit apparemment banal comme le béton, demande des savoir faire dans la gestion des fours, le mélange des ingrédients, la réutilisation des pneus etc.

contribution du commerce international au produit mondial. De même que le PIB et le produit mondial représentent des sommes de valeurs ajoutées, de même il convient de calculer la valeur que chaque pays ajoute aux produits qu'elle exporte. Ainsi est-il proposé de calculer **la valeur ajoutée par les produits à chaque sortie de frontière**. L'OCDE et l'OMC ont lancé en 2012 la base de données TiVA en vue d'affiner le diagnostic sur les spécialisations. Selon R. Johnson et G. Nogueira, si le commerce brut (officiel) a quadruplé entre 1980 et 2009, la valeur ajoutée par les échanges a moins progressé et le ratio valeur ajoutée par les exportations / valeur du commerce brut a diminué de 0,84 à 0,77, surtout à partir de 1990. Il découle de ces constats que le protectionnisme qui fermerait à une industrie performante l'accès à des ressources importées au meilleur coût et de meilleure qualité est contre-productif. De même les variations de taux de change ont des effets très contrastés selon la répartition des chiffres d'affaires et des dépenses d'exploitation des entreprises mondialisées.

Les tendances identifiées dès les années 1980 répercutent leurs effets sur la **distribution des emplois** dans le monde. L'offre de travail en provenance des pays d'Asie fortement peuplés s'est fortement accrue à mesure que l'agriculture et les secteurs informels libèrent une partie de leur main d'œuvre et que les villes nouvelles se développent. Cette évolution pèse sur les salaires et l'emploi de la main d'œuvre non qualifiée des économies avancées et affecte une proportion croissante de personnels qualifiés ; des personnels dont les conditions de travail sont par ailleurs transformées par les exigences de l'international et l'avènement d'Internet.

2. La mondialisation « chaude » des années 2000

2.1 À partir de l'année 1994 le **nombre des abonnés à Internet a crû de manière exponentielle**. Par la suite, l'interaction des acteurs de toute sorte s'est développée avec le **passage au web 2.0**. Le trafic mondial Internet s'est multiplié par sept depuis 2005, par trois depuis 2007 et les capacités installées représentent huit fois trafic actuel (*The Economist*, 2/02/2013). Le nombre des abonnés aux téléphones mobiles à large bande est passé de 100 millions en 2008 à 1,4 milliard en 2012 et pourrait atteindre 5 milliards en 2017 selon les projections d'Ericsson (*The Economist*, 27 oct. 2012)⁴. La prophétie que l'ingénieur Tesla énonça il y a un siècle se réalise sous nos yeux : *« Lorsque le sans-fil (wireless) sera utilisé de manière parfaite, l'ensemble de la Terre sera transformé en un gigantesque cerveau... Nous serons capables de communiquer les uns avec les autres instantanément quelle que soit la distance... Les machines qui nous permettront d'accomplir ceci seront incroyablement plus simples que le téléphone actuel. Un homme pourra en transporter une dans la poche de son veston »* (Tesla 1926, cité in Norel & al. par Dufoix a). Selon le même auteur : un système mondial reliera *« tous les habitants de la Terre les uns aux autres, non seulement par la voix, mais aussi par l'image »* (idem, 1915, cité in Dufoix b).

Ces multiples interconnexions entraînent plusieurs conséquences ; entre autres, **l'accélération des procédures de décision** à l'intérieur des réseaux internationaux d'entreprises. La vitesse de réaction permise par les moyens de communication renforce le rôle des dernières informations dans les rapports inter-entreprises. La multiplication des échanges de messages rend les frontières des entreprises poreuses. Cette évolution comporte des dangers pour les libertés individuelles et les droits de propriété contre lesquels les acteurs doivent se prémunir. Ainsi, l'Union Européenne soupçonne Google de masquer ses véritables intentions stratégiques au sujet du traitement des données personnelles qu'il collecte sur les centres d'intérêt des internautes. Un contentieux d'un nouveau type concerne les profits que Google retire du profilage des comportements de ses usagers.

⁴ Le taux d'abonnement aux mobiles rapporté au nombre d'habitants du Continent Africain est aujourd'hui de 80% contre 5% en 2003, 20% en 2005 (*The Economist*, 16/2/2013).

2.2 Le nombre des firmes multinationales qui était de 37 000 au début des années 1990, a atteint 65 000 en 2005, 82 000 en 2008 (CNUCED 2009). On a recensé 850 000 filiales en 2005. Cette forte progression recouvre une grande diversité de stratégies.

Un certain nombre de firmes américaines **rapatrient** à l'instar de General Electric, Ford, **une partie de leurs activités** en raison de la réduction des écarts de coûts de production entre sites de production. Les salaires des ouvriers des manufactures chinoises progressent plus vite que la productivité depuis quelques années (*The Economist*, 19/01/ 2013). Les revenus des dirigeants et des ingénieurs, brésiliens, indiens, chinois et turcs dépassent parfois ceux de leurs homologues occidentaux. Le yuan s'est apprécié par rapport au dollar. D'autres considérations s'ajoutent pour inciter les groupes américains à réviser la carte d'implantation de leurs filiales : elles concernent les accords sur la flexibilité des salaires des nouveaux ouvriers (par exemple Ford), des prix de l'énergie qui baissent aux É.-U. grâce aux gaz de schiste, la hausse des coûts de transport, la diminution des prix relatifs des robots. Les rapatriements concernent les centres de recherche, les technologies d'information, et les activités les plus sensibles. Certes, les relocalisations conduites dans les années 2000 ne sont pas une profonde nouveauté ; nombre de firmes du Nord, notamment dans l'électronique, ont relocalisé en Europe et aux E.-U. leurs activités pour bénéficier des avantages compétitifs de l'automatisation ; mais on observe depuis 2000 le souci de rationaliser l'organisation logistique, de renforcer les bases de connaissances et d'améliorer la qualité des services fournis (El Mouhoub Mouhoud).

Inversement, les marchés des pays émergents sont à ce point attirants que les stratégies d'externalisation ne passent pas de mode. Elles suivent de près **l'ascension des classes moyennes des économies émergentes**⁵. Ainsi Airbus, les activités de l'hygiène et du cosmétique développent leurs productions en Chine. Renault trouve au Brésil son deuxième marché avec la Sandero.

Dans le même temps, **les grandes firmes des pays du Sud** externalisent une partie de leurs activités vers les pays du Nord (le chinois Lenovo, le taïwanais Foxcom aux É.-U.). 28% des 82 000 sociétés mères appartiennent aux économies émergentes (CNUCED, 2010) avec la Chine et la Russie en tête. Le BCG suit les 100 « *Global challengers* » depuis quelques années ; la Chine conserve le plus grand nombre de groupes à forte croissance (30/100) mais a dû céder des places au Brésil (13)⁶ et des nouveaux venus comme la Turquie (3). Leur internationalisation contribue à la progression de la part des échanges Sud - Sud dans le commerce mondial.

Dans un proche avenir les techniques de fabrication par **imprimantes 3D** se diffuseront rapidement après avoir été testées et adoptées dans un grand nombre de lieux de production : grandes usines classiques ou ateliers de modeste dimension.

2.3. La montée en puissance des économies émergentes contribue à la forte **hausse du prix des produits agricoles destinés à l'alimentation** ; ils ont plus que doublé depuis 2005, ceux **des matières premières industrielles** ont augmenté de près de 70%. Cette tendance favorise plus particulièrement une partie du Continent Africain et le Brésil comme l'ensemble de l'Amérique latine. Mais elle ravive les débats sur les possibilités que notre planète aura de nourrir une population mondiale qui devrait croître, quoique à un rythme ralenti, pour atteindre le pic de 9-10 milliards d'habitants en 2050-60. La diffusion des modes de consommation alimentaire occidentaux fort coûteux en calories végétales, la réduction des surfaces agricoles utiles induite par l'urbanisation et la concurrence des bio -

⁵ Par classes moyennes, l'OCDE définit les foyers dont le revenu moyen par personne est compris entre 10 \$ et 100 \$ par jour en parité des pouvoirs d'achat 2005. Elle en dénombreait 1,8 milliard de personnes en 2009 et la projection pour 2030 est de 5 milliards sur une population de 7 milliards (Homi Kharas)

⁶ Par exemple Vale, Marcopolo, Embraer, Odebrecht,

carburants et enfin la critique des modes de production productivistes menée par des ONG influentes agissent toutes dans le sens d'un enchérissement des matières premières agricoles. Il faut aussi évoquer, bien que cela soit difficile pour un européen du Continent de le reconnaître que les subventions accordées par le budget européen à la politique agricole commune (idem pour les Etats-Unis) freinent l'accès des pays africains à l'indépendance et à la sécurité alimentaires.

2.4 Notre monde toujours plus étroitement interconnecté offre un terrain favorable aux débordements de la finance. Ce pour deux raisons qui dureront autant que la phase actuelle de mondialisation durera.

D'une part, **les techniques de communication s'accordent avec les particularités du marché des créances et des dettes.** « *L'Asie a beau être à 10 000 kms de l'Europe, pour les marchés financiers, la distance est couverte en moins de 30 secondes* » (C. Noyer). Or, l'information, sa diffusion et son traitement instantané sont la matière première de la finance. Et la finance rassemble toutes les transactions dont l'argent constitue l'objet central des échanges, apprécié comme tel pour les services qu'il rend, pour les avantages de liquidité qu'il procure indépendamment de son rôle comme moyen de régler les achats de biens et de services.

D'autre part, La segmentation des processus de production tout au long des chaînes de valeur mondiales conduit les groupes industriels à développer leurs achats en amont et leurs ventes en aval de leurs productions. De ce fait, les entreprises occidentales ont affaire à un autre monde que celui qui leur était familier en 1980. Elles rencontrent un nombre inattendu de concurrents et de partenaires potentiels à mesure que progresse la part de leurs achats et de leurs ventes à l'étranger. L'incertitude qui est au cœur du métier de dirigeant englobe une variété croissante de risques : risque de défaut des débiteurs privés, risque de change, risque des cours de matières premières, risque climatique, risque boursier, risque de taux⁷ et, fait nouveau surgi en 2010, risque de défaut des dettes souveraines, risque pays... Ainsi plongées dans une **situation d'aléa moral généralisé** et dans un monde où le sort des créanciers et des débiteurs est durablement lié, on peut comprendre qu'elles éprouvent le besoin de se protéger.

Or les contrats classiques d'assurance contre le vol ou l'incendie étant inopérants quand il s'agit de se protéger la valeur d'un actif que l'on ne détient pas en pleine propriété, le système financier mondial a employé des pratiques (titrisation des créances bancaires) et des produits financiers (produits dérivés, CDS) censés assurer les créanciers contre l'insolvabilité et les défaillances de trésorerie des débiteurs. En fait, la multiplication des gestionnaires de fonds et autres intermédiaires financiers non bancaires a permis de transférer fort libéralement les risques sans pour autant les éliminer, ce au risque de provoquer un effondrement du système.

Si la catastrophe d'une faillite en chaîne des banques a été évitée, c'est au prix de politiques monétaires extrêmement accommodantes et d'un soutien massif des États qui se sont endettés immodérément pour venir en aide aux établissements en difficulté. Les États occidentaux se sont condamnés à emprunter sans relâche pour rembourser leurs dettes, car trop d'austérité budgétaire tue la croissance. De leur côté, les banques centrales qui ont inondé à la suite du FED le monde en liquidités se trouvent prises en tenaille entre deux dangers opposés : celui de provoquer une nouvelle bulle de crédits et un regain d'inflation en maintenant des taux d'intérêts négatifs en termes réels (hors inflation) et celui de provoquer un krach obligataire et une récession en relevant leurs taux pour inciter les agents

⁷ Les dettes s'échangent comme les actions sur des marchés secondaires jusqu'à ce qu'elles arrivent à échéance. Mais, à la différence des actions, les titres de dettes de valeur K rapportent un intérêt fixe I calculé au moment de l'émission au taux $i = R \div K$. D'où il suit que si le taux d'intérêt du marché évolue pendant la durée de vie du titre en hausse, la valeur de ce titre diminue puisque $K = I \div i$. Exemple : une créance de valeur **100** au taux de 5% rapporte à son détenteur 5. Si le taux d'intérêt s'élève à 7% , le titre ancien ne vaut plus à la revente que **71,5**.

économiques à se désendetter.

2.5 Enfin, nombreux sont les indices témoignant de la croissance disproportionnée des transactions financières. Par exemple, 350 000 M. \$ (270 000M. €) de produits financiers (produits dérivés à terme, taux des prêts hypothécaires, conditions de financement des contrats internationaux...) s'échangent chaque jour dans le monde, soit environ 180 fois le produit mondial brut annuel. Vue sous cet angle, **la mondialisation chaude des années 2000 oblige à reconsidérer le rôle des taux de change et des politiques monétaires.**

La balance des paiements d'un pays est le document qui enregistre le règlement des transactions opérées par les résidents d'un pays qui entraînent des offres et des demandes de monnaie nationale contre des devises étrangères et qui de ce fait, influent sur le cours du change, soit directement (changes flottants), soit indirectement (change fixe)⁸. Le volume du commerce de marchandises et de services ayant décliné par rapport à celui des transactions financières, il en résulte que le taux de change théorique qui égalise le pouvoir d'achat en biens et services des monnaies de deux pays (parité des pouvoirs d'achat) n'assure pas le rôle de rééquilibrage des échanges commerciaux entre les deux pays qui serait le sien si les mouvements de capitaux ne venaient pas perturber par leur instabilité le taux de change courant. Et ces derniers déterminent à tout moment la ligne de partage entre industries et entreprises compétitives du pays et celles qui ne le sont pas. Les années 2000 qui ont vu la création de l'euro débouchent sur cinq constats : l'euro a créé un espace de stabilité financière bienvenu entre 17 pays qui ont l'habitude de commercer entre eux; l'euro a gagné en crédibilité au point de servir de moyen de paiement dans 30% des règlements internationaux; il est relativement cher (surévalué) par rapport au dollar et à la monnaie chinoise ; les pays du Sud de la zone sont plus handicapés par la cherté de l'euro du fait de leurs spécialisations que l'Allemagne et les autres pays du Nord de la zone ; enfin, chaque groupe industriel est plus ou moins affecté selon la répartition de ses achats et de ses ventes avec l'étranger, dans ses parts de marché et ses marges bénéficiaires, par les fluctuations du taux de change €/\$.

La monnaie en circulation ne sert pas seulement à régler les transactions dont le PIB est l'objet mais à financer une masse considérable d'actifs en cours qui s'échangent comme des biens d'occasion sur les marchés secondaires (Bienaymé, 2012 (a)). Il en découle que le tableau de bord sur lequel les autorités monétaires doivent s'appuyer pour décider d'assouplir ou de réfréner la création de liquidités, doit tenir compte non plus aussi exclusivement de l'indice général des prix du PIB ou de l'indice des prix à la consommation. Il doit inclure les évolutions en cours sur les volumes d'actifs financiers échangés, leurs prix ainsi que sur les transactions immobilières et leurs cours respectifs. Plus généralement, l'évolution de l'endettement des particuliers, des entreprises et des administrations appelle de la part des banques centrales une surveillance plus étroite que dans les folles années 1995 - 2007. La production, l'emploi subissent depuis 2008 le contrecoup des excès commis dans le secteur financier, excès qui ont pu faire fâcheusement oublier à certains que la finance demeure un auxiliaire indispensable du reste de l'économie.

3. Le malaise dans la mondialisation

Dans « *Le malaise dans la culture* » (1929), Freud souligne les transformations dans les rapports entre nature et culture tant au plan de l'individu qu'à celui de la société. Sur une échelle de temps certes plus réduite, des changements accélérés affectent les modes de vie, les méthodes de travail, les rapports entre les générations et

⁸ Dans le cas de la zone euro, les balances de paiements de chaque pays membre incluent les entrées et sorties de capitaux en provenance des pays partenaires et libellés dans la monnaie unique.

transforment les conflits planétaires. Avant que les sociétés ne basculent complètement dans un autre univers, il paraît opportun de situer les origines du malaise relevant de l'économie. Nous en voyons trois. Autant de sujets en soi que l'on se bornera à évoquer.

En premier lieu, le visionnaire que fut il y a un siècle Nikola Tesla, le fit envisager que « *la capacité du monde à vivre en commun le présent, quel que soit l'endroit où l'on se trouve* » annonçait un avenir pacifié (Dufoix). Il anticipait aussi la mise en place d'un service télégraphique gouvernemental secret et insensible au brouillage (idem). Or, parmi d'autres, une entreprise américaine de **cyber - sécurité** a mis en lumière l'espionnage systématique auquel se livrerait un groupe de *hackers* basés à Shanghai sur les secrets technologiques des industries proches de la défense nationale. Le rôle exact de l'État Chinois, simple tolérance ou orchestration, reste obscur (rapports Mandiant, et Présidence É.-U.). D'après les instances européennes, il s'échangerait 200 milliards de *spams* par jour dans le monde et 46 codes malveillants se créeraient à chaque seconde afin de voler des données en ligne (Dekker & Karsberg). Dorénavant, la société de communication est condamnée à se barricader. De plus, si « *informer n'est pas communiquer* » (Wolton), il faut ajouter que, le temps de chacun restant limité, l'ignorance des individus progresse à mesure que le patrimoine mondial des connaissances s'enrichit de nouvelles découvertes. **Autant de paradoxes déroutants pour l'esprit.**

En deuxième lieu, l'accélération de la croissance induite par l'émergence de nations très peuplées pose la question des conséquences de la **domination de l'homme sur la nature**. Les prélèvements opérés sur les ressources non ou lentement renouvelables détruisent une part croissante du capital naturel, cependant que les doutes sur l'origine anthropique du réchauffement planétaire se dissipent. Si les économies avancées sont indiscutablement responsables du stock de gaz à effet de serre accumulé depuis la révolution industrielle des années 1850, les économies émergentes contribuent à leur tour aux accroissements de ce stock. Ce qui interroge le monde et sur les innovations technologiques appropriées à la poursuite de la croissance et sur le partage international du fardeau imposé par le développement soutenable. De plus, les rendements croissants⁹ dont profitent les industries et les consommateurs poussent au gigantisme les équipements d'infrastructure : ports, aéroports, emprises urbaines dont l'expansion démesurée répond aux besoins du temps.

En dernier lieu, le malaise dans la mondialisation se nourrit de la difficulté des États démocratiques à appréhender la complexité du monde présent. **La délimitation du dedans et du dehors** évoquée par Freud dans le domaine de la psychologie devient incertaine ; de même **la ligne de partage se brouille entre ce qui relève du national, au cœur de la politique, et l'extérieur où se déploient les stratégies économiques**. Autrefois, lorsque les exportations dominaient les relations commerciales, les gagnants et les perdants au libre échange vivaient sur le même territoire national ; la solidarité entre concitoyens dans le partage du gain net dégagé par l'échange s'exerçait tout à fait naturellement. Dans l'économie mondialisée, la répartition géographique des gains et des pertes s'éparpille entre de nombreux territoires : comment le groupe Renault Nissan conçoit-il par exemple la solidarité entre des filiales inégalement performantes ? De plus, un pays qui modernise ses procédés de production en s'équipant avec des machines étrangères crée de l'emploi chez ses fournisseurs, mais en détruit chez lui. D'où il suit que les nations économiquement avancées s'adaptent plus ou moins bien à la mondialisation et vivent plus ou moins mal les inégalités sociales qu'elle engendre.

Certes, la mondialisation a marqué un grand progrès quand en 2008, à l'initiative de la France et du Royaume Uni une nouvelle instance de concertation est née avec **le G 20** (19 nations+ L'union européenne). La

⁹ Économies d'échelle, de réseaux, rendements croissants d'adoption des nouvelles technologies.

gouvernance mondiale a progressé en légitimité, car le G 20 est plus représentatif que le G7. Mais ses orientations du sont floues et les décisions qu'il a prises jusqu'à présent restent timides, hormis l'amélioration des conditions relatives à la stabilité financière.

4. Naissance d'une nouvelle discipline : l'histoire globale

En conclusion, la mondialisation en cours met en cause nos visions d'hier (1980) et d'avant-hier (1960). Si l'économie et les progrès techniques ont un rôle moteur dans ce bouleversement, d'autres disciplines ne peuvent y rester indifférentes. Ainsi en est-il de la géographie comme de l'histoire. « *La Terre n'ayant jamais de bord* » (Grataloup), il s'ensuit que le méridien de Greenwich n'a pas plus le monopole de définir le milieu du monde que l'Océan Pacifique. L'émergence des pays du Sud et du commerce Sud – Sud incite à regarder le monde autrement, sans pour autant perdre le Nord dont le réchauffement dans la région polaire suscite bien des craintes et bien des convoitises. L'histoire, non pas celle qui se limite au récit des événements passés, mais celle qui se soucie des futurs, et donne vie aux anticipations, aux espoirs et aux projets des acteurs est aussi conviée à évoluer. Sous un même chapeau et en référence à l'œuvre pionnière de Fernand Braudel, l'histoire globale recouvre différentes variantes telles que la géohistoire, l'histoire vue d'ailleurs, l'histoire croisée ou encore l'histoire environnementale, etc. Pour mieux connaître l'histoire du monde en train de se faire, il faut éclairer les perspectives nouvelles qui s'ouvrent aux pays en développement et suivre de près les aspirations de leurs peuples.

Références bibliographiques

- BCG (Boston Consulting Group) : *Global Challengers 2013*
- Bienaymé. : (a) « Face à la crise financière, rénover la politique monétaire », *Sociétal*, 3^o trim.. 2012, n° 7
(b) « Les économies émergentes : promesse et défis », *Cahiers du CEDIMES*, n°13, 2013
- Bourguinat H. : « *La tyrannie des marchés* », Economica, 1993
- Dekker M. & Karsberg, C. : « *Cyber Incident reporting in the EU* »,
- Dufoix S. : « La pensée « sans fil » de Nikola Tesla », in Norel & Testot
- El Mouhoub Mouhoud : « *Mondialisation et délocalisation des entreprises* », La Découverte , 2011
- Grataloup C. : « Le planisphère , figure ambiguë du monde », in Norel & Testot
- Homi Kharas: « *The emerging middle class in developing countries* » » OCDE, 2010
- Norel Ph. & Testot L. &al. : dir. op. collectif: *Une Histoire du monde global* », Éditions Sciences Humaines , 2012
- O'Rourke K. & Williamson J. : *Globalization and History*, MIT Press, 1999
- Rapport Mandiant sur le cyber - espionnage (février 2013)
- Rapport Présidence E.-U. : « *Administrative strategy on mitigating the theft of U.S. trade secrets*, 2012
- Wolton D. : « *Informers n'est pas communiquer* », CNRS, 2009